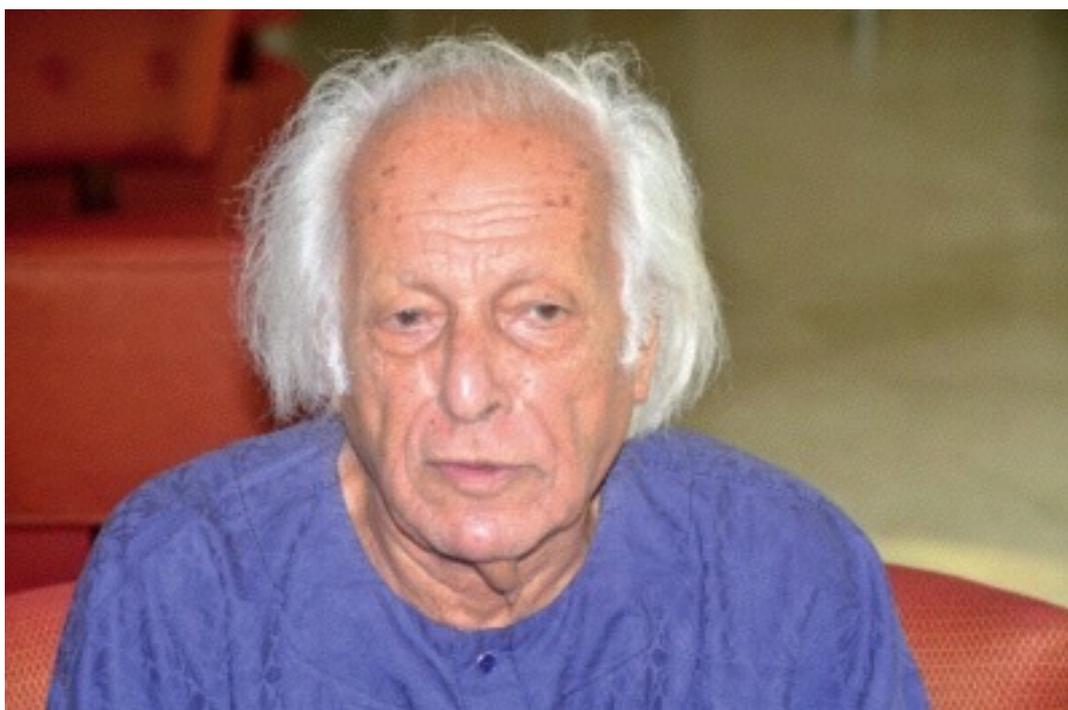


Pr Samir Amin, directeur du forum du tiers-monde : « Nous avons à imaginer une autre voie de développement fondée sur le maintien de l'agriculture paysanne » »



Item text

Rencontré à Dakar, le directeur du Forum du Tiers-monde et, par ailleurs, président du Forum mondial des alternatives, Professeur Samir Amin, à l'issue d'un symposium, organisé tout récemment à Dakar, a bien voulu nous accorder cet entretien. Il revient, ici, sur la nécessité, pour les pays africains, d'imaginer une autre voie de développement, fondée sur le maintien de l'agriculture paysanne. Il estime que les commissions régionales africaines doivent plutôt développer des projets et des programmes de soutien mutuel de complémentarités économiques. A son avis, les marchés communs régionaux ne sont pas la réponse au problème du développement inégal.

A votre avis, quelle est l'opportunité de tenir une telle rencontre sur le thème de la souveraineté comme objectif central dans la lutte pour la démocratie et le progrès social durables en Afrique ?

Je crois que ce forum ou cette rencontre qui, sans doute, n'est pas plus parfaite que d'autres, n'est pas non plus si mauvaise. En tout cas, ce genre de débats est plus que nécessaire. Parce que, comme je l'ai dit, et je le répèterai peut-être encore une fois, le système économique, politique, social et culturel dans lequel nous vivons, a, dans ses deux dimensions, celle dite néolibérale, c'est-à-dire du marché-roi et de l'abolition de toutes les contraintes qui pouvaient être imposées au capital, d'une part, et sa

mondialisation dans un monde qui a été construit sur des bases de l'inégalité et de la polarisation et qui le reste et le restera encore longtemps sans doute, d'autre part. Ce système, à mon avis, n'a jamais été viable. Et la preuve en est donnée par son implosion ou la série d'explosions successives auxquelles nous assistons. Je cite un peu pêle-mêle, un certain nombre d'événements. Il y a eu le Brexit, la montée de l'audience fasciste dans les élections de presque tous les pays européens. On vient d'assister à la victoire électorale de Trump.

Je considère toutes ces manifestations comme des manifestations de l'implosion du système. Que ce soit de l'Union européenne comme sous-système du système de la mondialisation libérale ou que ce soient les explosions de systèmes nationaux, de sa gestion par la montée des voix des fascistes ou l'implosion au cœur même du système aux Etats-Unis par cette élection de Trump. Mais, il y a eu d'autres manifestations de la non-viabilité de ce système que je dirais plus positive comme la victoire électorale de Syriza en Grèce et la montée des voix de Podemos en Espagne, pour ne prendre que ces deux exemples au cœur du système européen, mais également les avancées démocratiques et progressistes en Amérique Latine qui ont occupé toute la première décennie du 21^{ème} siècle avec Hugo Chavez, avec Luiz Inacio Lula da Silva, avec Evo Morales, avec Raphael Correa, etc. Même si cela a été suivi de retraite, il y a aussi d'autres manifestations comme les deux remises en causes ambiguës et partielles de l'ordre international néolibéral par certains des pays dits émergents, en particulier par le plus cohérent et le plus puissant d'entre eux, la Chine, mais également la Russie, tout au moins. Tout cela constitue des manifestations de la non-viabilité et de l'implosion du système des peuples au Sud comme au Nord. Même les peuples du Sud sont les victimes des politiques d'austérité continue, le chômage croissant, la précarisation du travail, la réduction des budgets des services sociaux (éducation, santé, etc.).

Mais les ravages de ce néolibéralisme dans les sociétés du Sud sont encore d'une violence bien plus marquée qu'ils ne le sont dans le Nord. Ces victimes réagissent d'une façon qui, jusqu'à présent, n'est pas à la hauteur du déficit, c'est-à-dire ils ne parviennent pas à se cristalliser en une alternative positive et cohérente. Mais, ils rendent de plus en plus difficile la gestion du système par les forces politiques qui en ont la responsabilité jusqu'à présent. Nous sommes un réseau ou un réseau de réseaux de militants qui voudraient que leurs réflexions soient utiles aux luttes populaires, aux luttes des victimes du système. Nous ne pouvons pas développer notre propre stratégie d'une manière efficace dans l'ignorance d'un fonctionnement du système dont nous sommes victimes et dans l'ignorance ou dans une connaissance insuffisante des stratégies de l'adversaire. Alors, c'était cela une des raisons importantes de la tenue de ce genre de réunion.

Au cours des débats de votre symposium, il a été beaucoup question de la mondialisation dans tous ses aspects. Dans quelle mesure les questions soulevées durant cette rencontre, peuvent-elles être crédibles actuellement ?

C'est très bien de poser la question sous cette forme, parce que quand vous dites au Sénégal et ailleurs dans le monde, il faudrait faire autre chose, on vous répond : « non la mondialisation l'empêche, la rend impossible ». Quand vous dites, il faudrait développer des projets nationaux, en l'occurrence disons sénégalais, on croit qu'on ne peut pas développer et aller très loin avec des projets exclusivement nationaux sénégalais, africains ou même ouest-africains par un circuit habituel et des complémentarités.

C'est un chantage, une escroquerie. Il n'y a pas quelque chose qui s'appelle la mondialisation. Il y a une forme particulière de la mondialisation qui est celle qui est en place à l'heure actuelle. La mondialisation est probablement vieille comme le monde, mais enfin, tout au moins la mondialisation des époques du monde moderne, elle n'est pas non plus une chose nouvelle. Après tout, qu'est-ce c'est que la colonisation sinon une forme extrêmement brutale de mondialisation qui est allée jusqu'à nier le droit d'existence autonome en tant qu'entité politique (Etat) à tous les peuples de l'Afrique. La mise en

place de l'économie esclavagiste, mercantiliste des Amériques n'aurait pas été exigée, a été rendue possible grâce à la traite négrière.

Nous étions déjà, même si on ne le savait pas, mondialisés à l'époque. Alors quand on nous dit, là et pourtant, nous avons remis en cause cette mondialisation. Qu'est-ce qu'elles étaient les luttes de libération nationales pour la reconquête de leurs indépendances nationales par les pays africains et les peuples africains sinon un combat contre la mondialisation de l'époque. Et nous avons gagné. Nous avons obligé la mondialisation de l'époque à se retirer de la scène certes pour laisser place à une nouvelle mondialisation. Une nouvelle mondialisation qui était contrainte de nous faire des concessions, imposées par notre indépendance. Mais cette indépendance, elle était politique. Sur le plan économique, vous restez intégré dans le système et, particulièrement, puisque l'Afrique avait été colonisée par des Européens, à titre principal, les Britanniques, les Français, les Belges et les Portugais pour la presque totalité du continent avec le soi-disant nouveau partenariat avec les anciennes puissances coloniales européennes.

Qu'est-ce qu'a été Bandoeng et le Non-alignement ? Bandoeng, c'est 1955. A l'époque, il n'y avait pas beaucoup de pays africains indépendants. A ma connaissance, il y avait l'Egypte, la Libye, l'Ethiopie et le Liberia. Puisque l'Afrique du Sud de l'Apartheid était mise en dehors de cette perspective. Mais, en 1960, par contre, au moment de l'indépendance des Etats africains, Bandoeng avait cinq ans et en 1960 ou 1961, s'était constitué le groupe des non-alignés. Le groupe des non-alignés regroupait la presque totalité des pays asiatiques, Japon exclu, et la totalité des pays africains, même les plus visiblement soumis et acceptant le néocolonialisme.

Ce non-alignement, moi, je le qualifie, de non-alignement sur la nouvelle mondialisation de l'époque, c'est-à-dire non pas sur la colonisation qui avait disparu, la mondialisation d'hier, mais sur la nouvelle mondialisation néocoloniale et elle a permis effectivement des avancées.

Je donnais l'exemple de la rente minière ou pétrolière. Un pays comme le Gabon, un pays pétrolier, est parvenu, grâce au non-alignement, à récupérer une bonne partie de sa rente pétrolière. Comme je le disais d'une manière ironique, il en a fait ce qu'il a voulu. Peut-être que l'usage qu'il en a fait n'a pas été très utile pour la majorité du peuple gabonais. Elle a été peut-être utile pour quelques partis politiques français. Mais, c'est trop de choses. Comparez, lorsque ce non-alignement a été mis en déroute provisoirement par la contre offensive impérialiste à partir des années 1980 avec la situation du Niger et j'en donnais l'exemple, parce que nous avons fait une étude avec une équipe nigérienne, il y a déjà 15 ans de cela sur ce scandale. Le Niger est le troisième exportateur mondial d'uranium, ce qui n'est pas moins important que le pétrole, et la rente minière qu'il en tire est zéro, à tel point qu'il reste un pays mendiant de l'aide, un pays mendiant au sens le plus plat du terme, c'est-à-dire qu'il doit mendier pour assurer la paie de fin de mois des fonctionnaires et pas mendier même pour un projet de développement quelconque. Alors aujourd'hui, nous devons nous engager. Nous avons une nouvelle mondialisation, mais il faut toujours la qualifier. Je l'appelle la mondialisation néo-impérialiste de l'impérialisme collectif de la triade (Etats-Unis, Europe, Japon), néolibérale. Et notre lutte, c'est non pas contre la mondialisation, mais contre cette mondialisation.

Qu'est-ce qui vous semble prioritaire dans cette lutte ? Celle qui se fera au niveau des Etats ou au niveau des peuples ?

Les deux. Moi je crois que toutes les luttes commencent au niveau des peuples. Ce sont les victimes, les classes populaires qui, à juste raison, sont les premières à remettre en question le système qui les opprime. Mais, souvent dans ce système qui les opprime, les classes dirigeantes locales et donc les gouvernements locaux nationaux sont associés et complices. Il ne faut pas être naïf, au point de ne pas le voir, mais il peut se trouver des

situations où, précisément, par suite du drame social dont ils sont victimes, les peuples imposent ou entraînent des modifications dans la composition des gouvernements. Et par conséquent, la lutte des peuples peut être soutenue par certains combats menés par les gouvernements. Je disais que Bandoeng, à son époque, avait été un Bandoeng des Etats et des peuples. Pourquoi, parce que les Etats qui se sont réunis à Bandoeng en 1955, les pouvoirs dans ces Etats bénéficiaient d'une énorme légitimité auprès de leurs peuples parce qu'ils étaient issus, soit d'une très grande révolution sociale, la révolution chinoise quelques années avant, soit d'une longue lutte pour l'indépendance nationale reconquise, l'Inde ou l'Egypte, etc. C'était donc des gouvernements qui bénéficiaient d'une grande légitimité aux yeux de leurs peuples. La situation actuelle est très différente parce que 25 ans après, il y a eu l'essoufflement des régimes issue de Bandoeng. Je dirais la même chose pour les Etats qui sont sortis victorieux des luttes contre le colonialisme (l'Afrique indépendante de 1960). Ce ne sont pas seulement, à l'époque, les trois ou quatre régimes ou gouvernements qui ont pris des positions apparemment plus avancées, plus décidées que les autres.

C'était en l'occurrence Guinée, Ghana et Mali, qui a donné lieu à une chanson, mais également les autres.

Je pense qu'Houphouët Boigny, en Côte d'Ivoire, bénéficiait quand même d'une très grande légitimité, parce qu'il avait été à la tête de la lutte de libération depuis Dimbokro etc. Ce n'était pas nécessairement le cas dans tous les pays de l'Afrique nouvellement indépendants. Par exemple, à Madagascar où le mouvement de libération nationale a été brisé par une violence extrême en 1947. Le premier président malgache n'était pas le dirigeant d'une lutte de libération, il n'avait pas de légitimité. Nous avons donc des situations très différentes d'un pays à l'autre. C'est ce qui explique, qu'il y a eu, en Afrique, après Guinée, Ghana, Mali, d'autres avancées de même nature en Ethiopie, en Tanzanie, au Bénin, au Madagascar, au Congo Brazzaville, etc. Et donc, une remise en cause permanente de la mondialisation de l'époque victorieuse avec des avancées, mais toujours précaires et toujours fragiles. Et puis, à partir du moment où ont démarré des Programmes structurels en Afrique, avec l'offensive de la Banque mondiale, des Etats-Unis, de l'Union européenne et de toutes les agences à leurs services, il y a eu là, ce qu'on peut appeler un peu brutalement, mais ce qui n'est pas tout à fait faux, la recolonisation, c'est-à-dire la soumission imposée à nouveau au continent africain. Quelles sont les pistes envisagées pour reconstruire la solidarité entre les peuples du Sud, de manière générale, et entre ceux d'Afrique, en particulier, pour la conquête de leur souveraineté ?

Comme nous l'avons dit, dans nos débats, aucun d'entre nous n'a l'arrogance de dire j'ai la solution dans ma poche, voilà, il n'y a qu'à faire ceci ou cela. Mais les principes, on dit souvent que pour décourager les peuples africains, vous perdez votre temps parce qu'on ne peut rien faire, parce que les pays trop faibles, trop petits et, par conséquent, la marge d'alternatives souveraines et populaires est inexistante.

C'est peut-être vrai pour certains pays africains, mais beaucoup de pays africains ne sont pas de petits pays. Je rappelle toujours le Nigeria avec, je ne sais combien aujourd'hui, 160 ou 180 millions d'habitants, mais même l'Egypte, l'Ethiopie avec 90 millions d'habitants, le Congo avec 80 millions d'habitants, ne sont pas des petits pays. Et pourtant, ils se comportent comme s'ils étaient de petits pays. La politique économique du Nigeria n'est pas différente de celui du Bénin et je le disais sous forme de boutade, le Nigeria, c'est quinze Bénins côte à côte. Et l'on nous déclare que c'est un seul pays. Mais il ne se comporte pas d'une manière différente. Nous avons donc une responsabilité dans cela. On ne peut tout simplement dire que nous ne pouvons rien parce que nous sommes simplement trop petits. La preuve en est donnée par certains pays qui ne sont pas parmi les plus grands qui font mieux que d'autres qui sont plus grands qu'eux. Je citais le cas du Cap Vert, qui gère sa monnaie nationale et qui la gère correctement sans inflation et qui

s'est donné une marge pour avoir une politique économique soutenue par une politique monétaire pour un pays de 500.000 habitants. Alors que la zone Cfa regroupe un ensemble de 150 millions de personnes.

Il y a une marge même pour les pays, admettons, de taille ordinaire, comme le Sénégal, et le Mali qui est géographiquement beaucoup plus grand en termes de populations et de capacité de développement. Mais, cela n'exclut pas, mais implique un renforcement de la solidarité, entre autres, panafricaine. Parce qu'elle a ses racines qui ont été construites dans la lutte contre la colonisation, dans le déclenchement des luttes armées, des soulèvements populaires. Le premier, c'était Madagascar en 1947, suivis peu de temps après dans les années 50 par les Mau-Mau au Kenya, par l'Upc, (Union des populations du Cameroun) au Cameroun et ensuite un grand mouvement politique de libération nationale pour ce qui était des colonies françaises, le Rda, entre autres, ont jeté les bases du panafricanisme ou du renouvellement du panafricanisme ou du renouveau du panafricanisme. Je ne veux pas rentrer dans son histoire. Parce qu'il a été créé, c'est vrai, par des Noirs du continent américain, des Antillais, en particulier. C'est-à-dire des produits de la traite négrière etc. (...). Mais, néanmoins, l'Oua de l'époque, dans cette époque du non-alignement, a rempli quelques fonctions politiques importantes qu'il ne faut pas oublier. Elle a soutenu les luttes de libération nationales dans les colonies portugaises, en Rhodésie, donc le Zimbabwe, contre l'Apartheid pour l'Afrique du Sud. Mais, nous avons à demander au panafricanisme beaucoup plus que cela, à lui demander de fournir le cadre à un développement des solidarités économiques, des complémentarités économiques construites par et au bénéfice des peuples africains. Ce n'est pas l'ordre du jour de l'Union africaine aujourd'hui en place. La preuve, la faiblesse ou l'inexistence même de propositions émanant des commissions régionales comme la Cedeao et l'Uemoa pour l'Afrique de l'Ouest. Lorsqu'elles ont quelques propositions à faire, elles tournent autour des marchés communs et les marchés communs ne sont pas la réponse au problème du développement inégal. Même à l'intérieur de l'Afrique, entre ceux qui auraient, avec un marché commun, un avantage comparatif sur d'autres. Il y a donc là, des questions dont on a discuté un peu rapidement dans ce colloque, des projets et des programmes nécessaires à développer de soutien mutuel. Un soutien qui ne serait pas politique voire militaire, même si l'on en a besoin, dans certains cas, mais d'un soutien de complémentarités économiques.

Vous avez, au cours de ce symposium, accordé une importance particulière à la question paysanne. Quelles sont les pistes préconisées pour résoudre le problème de l'accaparement des terres dont est victime la majorité des paysans des pays du Sud ? Je ne commencerai pas par l'accaparement des terres, parce qu'il vient en conclusion plutôt qu'en prémisses. La ligne générale du développement du capitalisme à travers l'histoire est fondée sur l'expropriation plus ou moins rapide, mais toujours l'expropriation de la majorité de la paysannerie et donc entraînant, entre autres, une émigration des campagnes vers les villes ou vers l'étranger ou les deux en même temps. Cette ligne de développement, proposée par la Banque mondiale, par l'Union européenne, par tout le monde, est une voie sans issue parce qu'une accélération de la désagrégation de la paysannerie africaine ne peut donner que la planète des bidonvilles. C'est-à-dire, dans la mesure où cette migration se fait en direction des villes africaines. Aucun rythme de développement industriel moderne ne pourrait l'absorber et, c'est presque la totalité de la croissance de la population urbaine qui s'oriente vers le travail informel et le pourcentage absorbé par la croissance des formes de travail salarié moderne est minime.

Deuxièmement, les Européens ont bénéficié, dans ce modèle de développement, d'une ouverture à leur émigration massive vers l'Amérique. L'émigration considérée comme massive par les Européens de l'Afrique vers l'Europe, est une goutte d'eau par rapport à ce que fut l'émigration des Européens vers l'Amérique. Nous n'avons pas ces solutions. Nous avons donc à imaginer une autre voie de développement, fondée sur le maintien de

l'agriculture paysanne. Ce n'est pas un hasard que le choix de cette ligne ait avancé un peu plus en Chine qu'ailleurs à travers le monde. La révolution chinoise s'est faite dans un pays où la grande majorité de la population était encore à l'époque paysanne et que le maoïsme et même les régimes chinois post-maoïstes ont été amenés à considérer que le maintien d'une agriculture paysanne et la modernisation de cette agriculture paysanne étaient la seule voie possible. Nous avons le même problème en Afrique et je crois que pour ce qui concerne le Sénégal, tout au moins, la présentation qui a été faite sur la loi de 1964 qui protège la paysannerie sénégalaise d'une expropriation accélérée, ouvre la possibilité à un choix au Sénégal de se fonder principalement sur la rénovation de l'agriculture paysanne. Le présentateur n'a pas manqué de nous faire observer que cette politique entre en conflit avec des pressions à la fois internes de segments réactionnaires ou conservateurs de la société sénégalaise, mais également à l'intérieur de la paysannerie par ceux qui pourraient devenir des paysans plus favorisés, des paysans riches, s'ils s'approprient les terres des autres. Mais également des pressions extérieures et particulièrement de l'Union européenne et de la Banque mondiale pour amener le Sénégal à renoncer à la loi sur le domaine national de 1964 et à s'engager dans une voie de privatisation accélérée de la propriété des terres.

- See more at: <http://www.lesoleil.sn/component/k2/item/58912-pr-samir-amin-directeur-du-forum-du-tiers-monde-nous-avons-a-imaginer-une-autre-voie-de-developpement-fondee-sur-le-maintien-de-l-agriculture-paysanne.html#sthash.PalfJTcv.dpuf>